

appel aux sentiments de dignité et de liberté de ses auditeurs qu'à leur sensibilité nationale; il faisait un usage modéré des rubriques insignifiantes, qui sont maintenant en si grande vogue; on ne se contentait pas alors de mots sonores et vides de sens. Son éloquence était passée à l'état de proverbe; on disait d'un enfant qui manifestait des dispositions à bien parler: "c'est un Papineau."

Cependant M. Papineau n'avait pas tout ce qui constitue l'orateur; il manquait de souplesse et d'entrain; il avait plus de majesté que de vivacité, plus de noblesse que de chaleur; il n'avait pas ces frémissements de voix et ces entraînements passionnés qui confondent l'orateur et l'auditoire dans un même sentiment d'enthousiasme. Cependant lorsque l'aigle irrité, abaissait son regard et son vol et fondait sur sa proie, il avait des coups d'aile magnifiques, terribles. Le sarcasme s'échappait de toute sa personne, comme une bordée de canon des flancs d'un navire; malheur à ceux qui se trouvaient sur son passage! Le patriotisme franc et sincère et l'amour élevé de la liberté, qui l'inspiraient, donnaient à sa parole vigoureuse une autorité à laquelle ses adversaires même ne pouvaient échapper.

Qu'on joigne à tout cela la politesse la plus française, l'affabilité la plus exquise, une bienveillance qui se reflète dans toute sa personne, et une conversation enjouée, élégante et instructive; et on comprendra la prestige et l'influence qu'il a exercée sur son époque.

Il a payé, comme le reste des mortels, son tribut à la douleur et aux chagrins domestiques. Un fils chéri, héritier de l'éloquence et du talent du père, Gustave Papineau, mort à dix-neuf ans; et une fille adorée, l'épouse de notre éminent artiste et littérateur, M. Napoléon Bourassa, enlevée, l'année dernière, à son affection, ont causé des vides profonds dans son âme. Comme beaucoup de grands hommes, aussi, il a été témoin de l'indifférence de ses compatriotes, et victime d'accusations qui ont dû vivement affecter sa dignité et son honneur.

Mais que veut-on? on ne conquiert pas l'immortalité sans peine et sans fatigue.

M. Papineau trouve dans la lecture des consolations et des jouissances qui suffisent à son esprit cultivé; malgré son âge avancé, il passe une partie de ses jours et de ses nuits dans l'étude de ses auteurs favoris; aussi il suit de près la marche du monde et se tient constamment au courant de tout ce qui s'y passe.

Il est en religion ce qu'il est en politique, libre et indépendant, dédaignant de l'autorité, n'acceptant rien sans discussion, et croyant difficilement ce qu'il ne comprend pas. Inutile de signaler les résultats de cette indépendance en matières religieuses, chacun les voit et peut les juger.

M. Papineau achève sa course; il disparaîtra, le dernier, de cette grande génération, dont il a été la personnification la plus élevée et la plus durable. La mort le trouvera ce qu'il aura été pendant près d'un siècle; certains hommes sont comme les pyramides: le temps ne peut les entamer.

L. O. DAVID.

LES FÉNIENS.

Depuis notre dernier numéro, les Fénies, qu'on attendait depuis si longtemps, sont venus, et ils sont repartis après nous avoir laissé leurs cartes de visite sous forme d'accoutrements et de carabines.

Pendant toute la semaine dernière, l'excitation a été grande à Montréal; on ne parlait que Fénies, batailles, victoires, carnage et destruction. Les dépêches les plus variées et les plus contradictoires arrivaient d'heure en heure et jetaient la population dans l'émoi. De tout ce qui s'est dit, voici ce qu'il y a de vrai.

O'Neil a voulu faire un coup d'éclat pour augmenter la confiance de la confrérie en sa bravoure et justifier le choix qu'on avait fait de lui comme Président. La convention tenue à Chicago, il y a trois semaines, s'était prononcée contre l'invasion du Canada et avait fait manquer l'expédition qui devait avoir lieu à cette époque. Depuis ce temps, O'Neil n'a rien négligé pour combattre cette décision. Croyant, qu'une fois la lutte engagée, toute la confrérie s'ébranlerait et que les soldats ne lui manqueraient pas, il fit un appel à ses gens pour le 24, et le 24, un certain nombre de Fénies se rangeaient sous son drapeau et se jetaient sur la frontière.

L'armée Fénienne, divisée en trois corps, devait envahir le Canada par trois points différents. O'Neil fit son entrée sur le sol canadien à Pigeon Hill, le 25, à la tête du premier corps composé de 200 à 300 hommes, en leur adressant quelques paroles de triomphe et d'espérance. Les volontaires Canadiens les accueillirent, à leurs premiers pas, par une grêle de balles qui les surprit et les rejetèrent en désordre au-delà de la frontière. O'Neil furieux, traita ses braves soldats de lâches et leur dit qu'il voulait leur donner immédiatement l'occasion de recouvrer son estime et de se venger. Il les entraîna encore une fois sur la frontière, mais vains efforts! Une centaine de volontaires Canadiens réussirent encore une fois à les rejeter du côté américain. A cette phase des événements, O'Neil était arrêté par le général Foster des Etats-Unis, conformément aux ordres du gouvernement américain et envoyé en prison, faute de fournir un cautionnement de \$20,000.

Les Fénies, apprenant l'arrestation de leur chef, devinrent furieux; crièrent à la trahison, menacèrent de le pendre, s'ils pouvaient mettre la main sur lui, et décidèrent de s'en retourner dans leurs foyers, après avoir jeté partout leurs armes et leurs accoutrements que nos volontaires ramassèrent comme souvenirs. On ne sait pas encore le nombre des morts et de blessés faits à cette première escarmouche, qu'on appelle la bataille de Pigeon Hill; mais il paraît qu'on tirait de loin, car le chiffre le plus élevé qu'on donne est de 7 ou huit tués et blessés du côté des Fénies et 0 du côté des Canadiens. Evidemment les Fénies ne sont pas forts.

Pendant que ceci se passait à Pigeon Hill, un autre corps de Fénies se dirigeait sur Huntingdon par Hinchinbrook et recevait d'heure en heure des renforts considérables. Nos autorités crurent à une attaque sérieuse de ce côté là, car elles massèrent sur cette partie 1500 hommes, dont la moitié étaient des réguliers. Les dépêches qui vinrent de ce point, le 26 et le 27, étaient émouvantes; les rumeurs les plus extraordinaires jetaient partout la frayeur; les banques devaient être pillées, Montréal saccagé, les milices américaines s'entendaient avec les Fénies etc., etc. Ces pauvres Fénies! Ils n'ont pourtant pas le fond noir, car cette fois encore ils ne se distinguèrent que par la souplesse de leurs jarrets. Lorsqu'ils aperçurent les habits rouges qui s'avançaient à leur rencontre sur Huntingdon près du camp, où ils s'étaient retranchés, ils disparurent à travers les bois et les champs comme des lièvres; c'est à peine si les troupes canadiennes purent en tuer un au vol et en blesser trois ou quatre autres. Et ce sont ces gens là qui veulent s'emparer du Canada! Depuis cette nouvelle échafourée, les Fénies, malgré tous les efforts faits pour les ramener sur la frontière canadienne, ne veulent plus y mettre le pied; il fait si chaud pour courir si fort! Les dépêches de samedi et d'hier annonçaient une nouvelle attaque, mais les troupes américaines sont enfin arrivées sur les lieux et paraissent décidées à contrôler les Fénies! Les principaux chefs, O'Donnely et Gleason sont arrêtés. Le général Starr, qui commandait le deuxième corps chargé d'envahir le Canada par Huntingdon a été un des plus forts coureurs; il était même furieux contre ses soldats qui retardaient sa course et voulaient le forcer de faire face à l'ennemi. Il est disparu depuis cet exploit; il paraît que les Fénies voulaient le pendre lui aussi. Nous ne serions pas surpris que les Fénies après avoir pendu tous leurs chefs se pendissent entre eux jusqu'à ce qu'il n'en restât plus un seul, comme dans la bataille des deux chats.

Une dépêche qui a fait beaucoup de bruit est celle qui annonçait, vendredi dernier, que l'ambassadeur anglais avait demandé ses passeports après une entrevue avec le président Grant qui n'aurait pas voulu lui donner d'explications.

Cette dépêche n'a pas été confirmée: le fait est qu'on n'entre pas en guerre si promptement: c'est bon pour les Fénies d'être si expéditifs.

Nous devons signaler la belle conduite du prince Arthur dans ce mouvement. Il était à danser dans un bal magnifique qu'on lui donnait lorsqu'il apprit la nouvelle de l'invasion. Il laissa aussitôt la danse et se prépara à partir pour la frontière.

COURRIER D'ONTARIO,

Eh bien! là, franchement, je vous trouve ébouriffants, épantants. Voyez-vous, ces petits blasés, ces dégoutés, ces grimacières, qui trouvent que Montréal est une cité ennuyeuse! Je voudrais bien vous voir à Ottawa, mes bons amis, et comme dans la chanson d'Odry, vous m'en diriez des bonnes nouvelles.

Habiter Montréal, et se plaindre, c'est de l'ingratitude, et de la pire espèce. Tenez, si vous n'étiez pas tous pour moi les meilleurs amis du monde, je croirais que vos âmes manquent de beauté, ou que vous manquez du côté du cœur.

Car c'est blasphémer que d'articuler un aussi gros grief contre votre bonne cité de Montréal.

Songez-y donc, mes bons amis, le sort aurait pu vous faire naître à Ottawa, ou vous forcer d'y demeurer. Je me demande quels épouvantables gémissements vous feriez entendre si vous étiez condamnés à passer ici seulement six mois dans l'année, vous qui vous promenez en baillant dans les rues de Montréal!

Mais il n'y a rien ici, rien, rien, rien de rien. Vous respirez l'ennui à pleins poumons, le matin, le midi, le soir, dans les rues, ou les places publiques, partout, partout enfin. Les maisons sont laides, les rues sont laides, les trottoirs sont laides; il n'y a pas jusque aux bâtisses du parlement et des ministères qui vous semblent laides, tant est épaisse la couche d'ennui qui s'en dégage.

Il est vrai que les sessions nous gâtent un peu, et c'est sans doute pour cela que notre isolement nous semble si profond au commencement de la vacance.

Ce que je regrette le plus de la session pour ma part, c'est la salle de lecture. Nous avons là, outre nos journaux canadiens, deux ou trois journaux franco-américains de première classe, et une douzaine d'excellentes feuilles parisiennes.

Or, cette salle nous était alors ouverte depuis le matin jusqu'à 10 heures, 11 heures et minuit. Nous avions donc continuellement sous la main le sujet de distraction. Partant, impossible de s'ennuyer. Nous avions là, le Monde, le Français, la Gazette de France, l'Union, le Journal Officiel de France, le Siècle, et le Journal des Débats, et la Presse, et d'autres encore.

La Presse où écrit Jouvin; le Journal des Débats où écrivent Janin, Prévost-Paradol, Cuvillier-Fleury; la Gazette de France, où écrit Arthur de Boëssieu, à mon sens, l'un des meilleurs feuilletonnistes de la presse parisienne actuelle.

Maintenant, cette salle est encore ouverte, c'est vrai, mais

elle l'est jusqu'à 4 heures de l'après-midi seulement. A l'heure où vous sortez de bureau, on ferme les portes de la Chambre des Communes et du Sénat, et quelque puisse être alors votre désir de lire ou le dernier feuilleton de Jouvin, ou la dernière "Lettre d'un passant" de Boëssieu, il vous faut y renoncer.

Vous brûlez d'envie de vous distraire; mon Dieu, faites une promenade, rue Sparks, rue Sussex, ou ailleurs. Vous cirez peut-être au soleil, mais bah! La cuisson n'est pas chose absolument désagréable, pourvu que ça ne dépasse pas certaines limites....

Ce que je trouve de vraiment remarquable, à notre salle de lecture, c'est qu'on n'y rencontre ni l'un ni l'autre des deux journaux qui ont la grande vogue parisienne, dans le public éclairé, je veux parler du Figaro et du Gaulois.

Il y a je ne sais combien de centaines et de centaines de journaux, dans cette chambre. Il y en a bien une centaine au moins que personne ne lit une traite fois, pendant les douze mois de l'année. Mais, il n'importe; ce sont des journaux qui sortent d'un coin quelconque de la Puissance, il est juste qu'on les trouve au siège de nos Communes.

Mais pourquoi ne recevrait-on pas aussi des journaux que tant d'hommes intelligents et éclairés lisent régulièrement en Europe. Pourquoi ne nous donnerait-on point l'Univers, le Figaro et le Gaulois?

Pourquoi?... Tenez, savez-vous ce qu'on m'a raconté? Il paraît que quand l'Opinion Publique s'est donné la peine de naître, il fut question, ou il fut proposé d'en prendre deux copies aux Communes, afin d'encourager un journal "qui le méritait si bien." La proposition fut repoussée, par "économie."

Eh bien! c'est par économie aussi qu'on ne reçoit aux Communes ni l'Univers, ni le Figaro, ni le Gaulois.

Quand en finirons-nous avec cette scie de l'économie? C'est plus que je ne puis dire. A voir comment vont encore certaines choses, on dirait vraiment que nous sommes un peuple pour rire, et non un peuple pour de bon. Nous dépensons pourtant un joli budget par année. C'est par millions que nous comptons maintenant. Mais, laissons faire, tout cela n'aura qu'un temps.

Ce qu'il nous faudrait encore ici, ce sont tous les journaux français de la Louisiane. Il y en a plusieurs, comme vous avez pu vous en convaincre par la liste qu'en a donnée l'autre jour, le Journal de Québec. Est-ce que des liens de sympathie très-vive ne nous rattachent pas à tous les groupes français disséminés sur ce continent? Alors, pourquoi ne pas profiter des moyens qui s'offrent à nous d'entrer avec eux en relations. Ils ont des journaux, nous devrions les connaître, les lire de temps en temps, pour nous tenir au courant de leurs idées, de leurs besoins; pour étudier leur tempérament, leur situation; apprécier leurs conditions, leurs moyens de prospérité et d'influence, et leur manière de voir en toute chose.

Mon ami, Alfred Garneau, se proposait, à la session dernière, de faire des démarches auprès de quelques Sénateurs pour obtenir que des abonnements fussent pris à ces différents journaux. Je crois bien qu'il a fait les démarches, mais qu'elles n'ont pas abouti. Il devait s'y attendre du reste. C'est bien là la moindre chose qui occupe pendant les sessions et sénateurs et députés. Il est vrai qu'ils ont bien d'autres chats à fouetter, comme disent les bonnes gens.

Une scie bien autrement formidable que l'économie, c'est votre affaire Guibord. Je ne crois vraiment pas que la Minerve ait publié moins de 500 colonnes sur le sujet? Eh bien! c'est trop, c'est beaucoup trop c'est énormément trop. Je ne leur jette pas le blâme! Ah! mon Dieu, non. Je crois et je sais que la Minerve a ses raisons, et d'excellentes raisons pour en agir ainsi. Mais, quant à moi, je trouve la Minerve bien moins attrayante que d'ordinaire les jours de Guibord.

Il n'est pas étonnant que vos libres penseurs tiennent autant à voir leur Guibord enterré en terre sainte. C'est un exemple qui leur vient de loin et de haut,—de Voltaire, ou de ses amis, ni plus ni moins.

Lorsque Voltaire mourut, M. l'archevêque de Paris, fit défense de l'enterrer en terre sainte. On essaya d'obtenir des ordres supérieurs, impossible. Alors les amis du défunct le firent embaumer et sortir de Paris, la nuit, dans une chaise de poste. On feignit de l'emmener à Ferney, et on le porta à l'abbaye de Sallières, dont l'abbé Mignot était commanditaire. On y annonça que Voltaire était mort en chemin d'une manière très chrétienne. Le prieur, ainsi trompé, procéda à l'enterrement avant d'avoir reçu la défense qui fut envoyée par l'évêque de Troyes, qu'on avait informé de cette manœuvre.

Voltaire mort, est entré en terre sainte par le mensonge de ses amis; les amis de Guibord, mort, cherchent à l'y pousser par l'intervention des tribunaux civils. La terre sainte dont se moquent ces braves gens, pendant leur vie, est donc indispensable après leur mort?

C. T.

Le Prince Arthur a été à St. Hugues, faire une visite à Mme. Ramsay, mère de M. T. K. Ramsay. Melle. Ramsay l'a conduit au couvent de St. Hugues.

Partout, sur son passage, on l'a acclamé et on lui a présenté des adresses de chaleureuse bienvenue.

LA CAUSE BARLOW.

(ERRATUM.)

Nous nous hâtons de réparer une erreur que nous avons faite au sujet de cette cause. Nous avons laissé comprendre qu'il y avait un contrat par lequel Kennedy s'était engagé à transporter son enfant à Barlow. Ce n'est pas exact. Barlow a seulement prétendu que Kennedy lui avait promis de lui en passer un. Mais M. Bélanger, avocat de Kennedy, prétend qu'il n'y a aucune preuve de cette promesse au contrat; que c'est une preuve illégale et inadmissible; et que cette preuve existerait-elle, ce serait un contrat contraire à la nature et aux bonnes mœurs et complètement nul, qui ne pourrait lier les parties contractantes.